



PAR COURRIEL

Le 6 mars 2025

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Statistiques sur la Division des petites créances

N/Réf. : BSM-2025-004894

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 7 février 2025, laquelle se lit comme suit :

[...] En vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, j'aimerais obtenir les informations et données suivantes:

1. Le nombre de dossiers ouverts par nature judiciaire à la Division des Petites créances de la Cour du Québec par année de 2019 à 2024 et le montant réclamé.

**Si possible, fournir le descriptif de chaque "nature".

2. Le nombre d'audiences tenues à la Division des petites créances de la Cour du Québec, selon le district judiciaire et l'année de 2019 à 2024.

Page 1 sur 6

3. Le délai d'attente en jours avant la tenue d'une première audience à la Division des petites créances de la Cour du Québec, selon le district judiciaire et l'année de 2019 à 2024.
4. Le nombre de médiations tenues à la Division des petites créances de la Cour du Québec, selon le district judiciaire et l'année de 2019 à 2024.
5. Le nombre de jugements rendus à la Division des petites créances de la Cour du Québec, selon le district judiciaire de 2019 à 2024.

Préciser aussi :

- le nombre de jugements dans lesquels le demandeur a eu gain de cause.
- le nombre de jugements dans lesquels le défendeur a eu gain de cause. [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons partiellement suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint les statistiques demandées (dossiers ouverts, audiences et médiations tenues, délai moyen d'audition, jugements rendus).

Notons qu'il nous a été possible d'extraire les données selon une description sommaire et non avec le détail sur le descriptif de chaque nature ni sur le nombre d'audiences tenues à la Division des petites créances ni le nombre de jugements dans lesquels le demandeur ou le défendeur a eu gain de cause. La Loi sur l'accès ne porte que sur des documents détenus par un organisme public (article 1) et ce dernier n'a pas l'obligation de produire un document nécessitant des calculs ou des comparaisons en vue de répondre à la demande d'accès (article 15).

Vous trouverez ci-joint copie des articles de loi sur lesquels se fonde notre décision.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Emilie Guiraud

Émilie Guiraud, avocate
Responsable substitut de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 3

À jour au 1^{er} novembre 2024
Ce document a valeur officielle.

Chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE I **APPLICATION ET INTERPRÉTATION**

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

[...]

CHAPITRE II **ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

SECTION I **DROIT D'ACCÈS**

[...]

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

[...].

AVIS DE RE COURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L’article 147 de la Loi sur l’accès stipule qu’une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d’une enquête, ou, sur permission d’un juge de cette Cour, d’une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L’article 149 de la Loi sur l’accès stipule que l’appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d’un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L’avis d’appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l’article 151 de la Loi sur l’accès, l’avis d’appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Dossiers ouverts¹ selon la nature judiciaire et le montant demandé

Juridiction 32 - Petites créances

Années civiles 2019 à 2024²

Nature judiciaire	Montant de 5 000,00 \$ ou moins						Montant de 5 000,01 \$ à 10 000,00 \$						Montant de 10 000,01 \$ ou plus					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des natures	11 477	8 276	8 629	8 343	8 666	8 168	3 955	3 045	3 297	2 917	3 247	3 388	5 293	4 217	4 482	4 458	4 772	5 102
02 - LETTRE DE CHANGE	430	283	230	284	266	285	187	116	119	133	135	144	208	160	121	130	150	158
03 - COMPTE	1 955	1 345	1 232	1 143	1 114	1 182	683	476	420	392	436	440	480	412	352	348	380	456
04 - LOCATEUR-LOCATAIRE	99	76	66	54	57	70	80	66	50	19	42	61	115	78	71	73	76	82
05 - DOMMAGES	1 960	1 476	1 497	1 346	1 409	1 450	784	636	696	559	669	661	1 420	1 076	1 150	1 206	1 306	1 416
06 - HONORAIRES	1 436	824	872	758	727	717	225	161	151	135	165	158	130	81	67	75	71	95
07 - IMPOT	86	44	84	58	68	53	0	1	2	0	1	4	3	1	1	3	5	5
08 - AFFAIRES MUN-SCO	6	1	2	2	1	1	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
10 - CONTRAT	2 076	1 494	1 465	1 969	2 447	1 886	745	510	683	641	772	793	989	709	854	924	1 019	1 093
11 - BORNAGE	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0
12 - INJONCTION	0	0	4	2	1	5	1	0	1	0	0	1	4	2	0	3	4	4
14 - CONTRAT DE TRAVAIL	66	41	55	63	50	38	34	25	36	34	27	34	67	70	57	73	63	59
22 - REGIE DU LOGEMENT	954	592	777	716	626	564	141	110	116	95	101	101	23	16	27	18	30	27
25 - AFFAIRES FAMILIALES DIVERSES	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
26 - ALIMENT GARDE D'ENFANT	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36 - DOMMAGE CORPOREL	69	41	29	25	37	26	55	31	37	37	31	39	232	180	185	151	153	189
37 - PRIORITE/HYPOTHEQUE	3	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
52 - TESTAMENT-SUCCESSION	2	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	2	1	0	0	1	1
57 - JUGEMENT DECLARATOIRE	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
89 - VICES CACHES	505	501	566	402	384	403	390	410	429	309	339	332	836	804	853	755	692	645
90 - APPEL SUR ACQUITTEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
97 - DELAISSEMENT FORCE	2	0	1	0	0	1	2	1	0	1	0	0	0	1	1	1	0	0
99 - DIVERS	216	209	308	286	305	315	69	79	92	110	89	159	125	113	179	157	214	215
A1 - COURTAGE IMMOBILIER	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	1	1
AI - ASSURANCE-INVALIDITE	3	2	4	2	2	1	2	1	6	8	3	4	12	6	11	9	8	6
C1 - CONTRAT BIEN CONSOMMATION	1 553	1 268	1 336	1 123	1 051	1 034	501	374	391	377	350	368	528	405	394	368	407	397
C2 - CONGEDIEMENT	1	0	1	3	1	1	2	0	0	1	2	0	0	1	4	5	10	12
D1 - DIFFAMATION	1	1	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
I2 - LITIGE DE COPROPRIETE	22	30	32	31	57	52	8	12	13	17	33	37	8	18	15	20	38	97
S1 - AUTORISATION DE SOINS	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TV - TROUBLES DE VOISINAGE	3	12	16	20	33	40	3	4	11	13	9	9	11	6	28	38	41	35
V1 - VICES DE CONSTRUCTION/MALFACON	26	30	52	56	29	41	34	31	43	35	43	41	92	77	111	101	103	108

¹ Les dossiers transférés d'un palais à l'autre ne sont comptabilisés qu'une seule fois.

² L'année civile 2024 est préliminaire.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles

Date d'extraction : 2025-02-27

Délai moyen d'audition¹
Juridiction 32 - Petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec
Années civiles 2019 à 2024

District judiciaire	2019	2020 ²	2021	2022	2023	2024 ³
Ensemble du Québec	415	615	602	660	708	753
Abitibi	82	123	132	128	143	93
Alma	363	497	527	374	293	508
Arthabaska	466	688	1 005	1 053	804	791
Baie-Comeau	132	139	150	225	179	146
Beauce	507	600	798	649	465	425
Beauharnois	157	311	338	585	685	702
Bedford	77	95	304	702	592	488
Bonaventure	76	80	81	95	159	163
Charlevoix	373	459	97	106	104	135
Chicoutimi	217	500	501	540	548	493
Drummond	303	400	419	367	376	327
Frontenac	586	386	179	190	197	426
Gaspé	110	134	185	199	237	211
Gatineau	325	407	474	657	498	600
Iberville	358	393	405	381	357	314
Joliette	499	876	513	513	786	987
Kamouraska	171	405	257	180	189	194
Labelle	178	303	226	120	176	385
Laval	506	734	876	854	1 013	1 335
Longueuil	503	596	884	1 183	1 343	1 203
Mégantic	198	141	102	121	185	291
Mingan	158	176	211	210	112	93
Montmagny	353	520	400	348	449	392
Montréal	586	808	733	665	667	635
Pontiac	218	187	371	225	158	441
Québec	431	723	611	597	866	1 066
Richelieu	532	545	1 026	936	516	345
Rimouski	68	97	58	81	85	214
Roberval	169	326	346	244	327	455
Rouyn-Noranda	162	69	50	55	64	73
Saint-François	185	184	329	403	458	456
Saint-Hyacinthe	193	403	503	779	570	727
Saint-Maurice	193	283	382	403	460	640
Témiscamingue	114	140	117	117	103	115
Terrebonne	517	943	705	1 004	1 091	975
Trois-Rivières	192	282	350	563	592	590

¹ Le délai d'audition moyen à la Chambre civile – Division des petites créances correspond au nombre de jours calendrier entre le dernier jour du mois faisant l'objet du rapport et le premier jour disponible où tous les dossiers prêts à procéder au fond pourront être fixés. Seules les causes devant procéder au fond sont considérées et les causes procédant en cour de pratique sont exclues du calcul. Une cause est dite « prête » aux petites créances au moment de la réception de la contestation du défendeur. La moyenne annuelle ne tient pas compte des mois indiquant un délai d'audition à 0, valeur qui indique que le délai n'a pas encore été saisi.

² Aucun délai n'a été comptabilisé lors des mois de mars, avril et mai 2020, les tribunaux ayant limité leurs activités au traitement des demandes urgentes, suivant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire.

³ L'année civile 2024 est préliminaire.

Date d'extraction : 2025-02-27

Source : Système d'information de gestion - M010

Dossiers en médiation
Juridiction 32 - Petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2019 à 2024²

District judiciaire	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble du Québec	2 817	1 628	2 256	2 845	4 185	4 200
Abitibi	10	2	17	15	13	9
Alma	36	26	41	68	44	33
Arthabaska	21	8	37	31	25	33
Baie-Comeau	11	4	3	10	5	0
Beauce	13	4	16	43	19	27
Beauharnois	58	37	91	70	125	123
Bedford	45	45	57	66	105	83
Bonaventure	0	0	1	4	4	4
Charlevoix	6	8	3	8	8	7
Chicoutimi	105	62	80	101	125	178
Drummond	55	30	42	55	61	47
Frontenac	7	4	16	9	15	13
Gaspé	0	0	2	11	5	10
Gatineau	273	70	99	122	125	124
Iberville	75	23	52	43	46	34
Joliette	241	131	87	108	161	176
Kamouraska	3	1	8	18	25	14
Labelle	2	2	6	44	21	15
Laval	200	65	79	261	324	291
Longueuil	314	248	164	222	396	657
Mégantic	0	2	5	7	4	6
Mingan	0	0	12	9	3	9
Montmagny	1	0	6	6	1	19
Montréal	524	266	541	561	1 174	886
Pontiac	1	1	1	7	2	2
Québec	241	163	235	220	315	423
Richelieu	10	17	13	29	89	55
Rimouski	26	3	20	28	15	24
Roberval	17	22	9	56	29	29
Rouyn-Noranda	9	5	1	3	1	2
Saint-François	107	91	153	137	96	70
Saint-Hyacinthe	113	78	35	47	58	144
Saint-Maurice	12	6	5	31	7	20
Témiscamingue	0	1	0	3	0	0
Terrebonne	244	161	277	327	673	572
Trois-Rivières	37	43	42	67	69	64

¹ Dossiers référés au médiateur et, à la suite d'une séance de médiation, qui ont obtenu une entente, un avis d'entente ou un échec. Les désistements ou l'absence des parties à la séance de médiation sont exclus. Les autres ententes et échecs en médiation saisis au pluriel sont aussi considérés. Ces résultats sont regroupés selon l'année de la médiation.

² L'année civile 2024 est préliminaire.

Date d'extraction : 2025-02-27

Sources : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles et Système de facturation des médiateurs - M210

Nombre de jugements au fond¹
Juridiction 32 - Petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2019 à 2024²

District judiciaire	Total des jugements rendus					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble du Québec	11 085	7 226	9 379	7 544	8 614	8 793
Abitibi	145	75	115	80	89	112
Alma	44	37	46	70	47	57
Arthabaska	180	87	113	84	122	127
Baie-Comeau	70	35	54	37	32	55
Beauce	151	96	139	160	126	157
Beauharnois	478	279	402	250	302	292
Bedford	250	188	182	162	139	226
Bonaventure	51	42	44	39	37	57
Charlevoix	48	38	41	33	25	32
Chicoutimi	199	100	152	116	152	127
Drummond	220	128	110	137	128	125
Frontenac	108	56	106	86	63	64
Gaspé	63	70	67	52	59	75
Gatineau	492	297	345	326	429	235
Iberville	190	160	166	144	116	160
Joliette	467	371	651	362	371	319
Kamouraska	101	84	67	67	76	98
Labelle	78	53	82	46	60	84
Laval	659	434	620	497	478	403
Longueuil	898	587	570	439	603	893
Mégantic	30	32	23	14	18	13
Mingan	40	38	32	43	56	39
Montmagny	79	49	56	20	69	112
Montréal	2 289	1 220	2 157	1 788	1 906	2 295
Pontiac	17	8	7	7	13	11
Québec	1 107	963	1 008	755	591	672
Richelieu	55	53	65	99	148	124
Rimouski	197	146	119	84	132	104
Roberval	107	61	65	67	58	53
Rouyn-Noranda	82	37	39	39	37	37
Saint-François	608	422	319	508	1 151	837
Saint-Hyacinthe	221	178	137	148	171	116
Saint-Maurice	125	84	105	97	88	117
Témiscamingue	20	13	11	14	15	7
Terrebonne	889	520	913	455	448	354

Trois-Rivières	327	185	251	219	259	204
----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

¹ Cet indicateur correspond au nombre total des jugements rendus à la Division des petites créances (par défaut, séance tenante ou après délibéré) et prononcés par un juge ou par un greffier spécial.

² L'année civile 2024 est préliminaire.

Date d'extraction : 2025-02-27

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles